

# MEDEF Actu-Eco - n° 328

Direction des études économiques

Semaine du 21 au 25 mai 2018



## SOMMAIRE

### FRANCE

1. **Emploi au premier trimestre 2018** : hausse du taux de chômage à 8,9% en métropole (9,2% avec les DOM), maintien du taux d'emploi (65,7%) et progression du taux d'activité (72,2%)
2. **Créations d'entreprises en mars 2018** : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (17,0%)
3. **Crédits nouveaux au secteur privé en mars 2018** : accentuation de la baisse (-11,3% sur un an) toujours sous l'effet du repli des crédits à l'habitat (-30,1%), tassement des crédits aux entreprises
4. **Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en avril 2018** : baisse de la demande des PME et grandes entreprises
5. **Financement des ETI et des grandes entreprises en mai 2018** : légère amélioration des trésoreries d'entreprises malgré l'influence négative de la hausse des cours du pétrole

### INTERNATIONAL

6. **Tendance récente des marchés** : bond des taux italiens à 10 ans et baisse de l'euro sous l'effet de l'incertitude politique, pétrole proche des 80 dollars.

## 1. Emploi au premier trimestre 2018 : hausse du taux de chômage à 8,9% en métropole (9,2% avec les DOM), maintien du taux d'emploi (65,7%) et progression du taux d'activité (72,2%)

\* Selon les données encore provisoires de l'INSEE, **le taux de chômage, au sens du BIT** (Bureau International du Travail), **en France métropolitaine, aurait augmenté de +0,3 point au premier trimestre 2018 (+83 000 personnes)** après sa baisse de -0,7 point au quatrième trimestre 2017 (- 207 000 personnes). Il s'établirait ainsi à **8,9% de la population active** après avoir atteint son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2009 en fin d'année 2017. S'agissant de la France entière, y compris les DOM, il serait passé de 9,0% à 9,2% de la population active entre le quatrième trimestre 2017 et le premier trimestre 2018. Sur un an, le taux de chômage aurait reculé de -0,4 point.

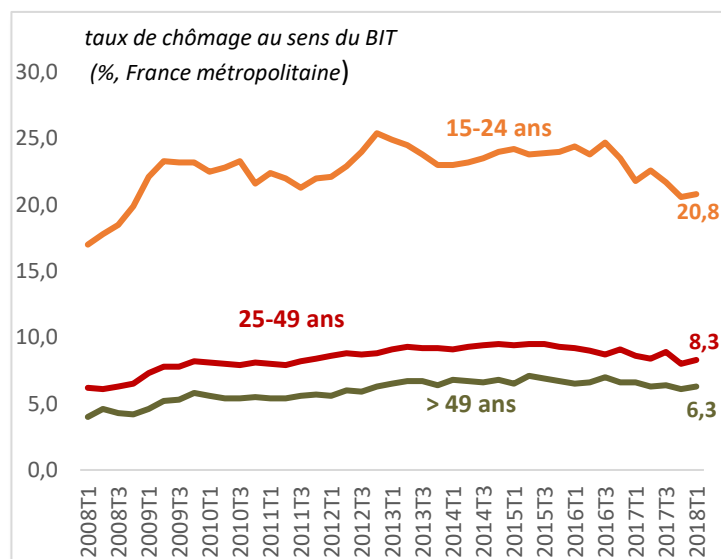
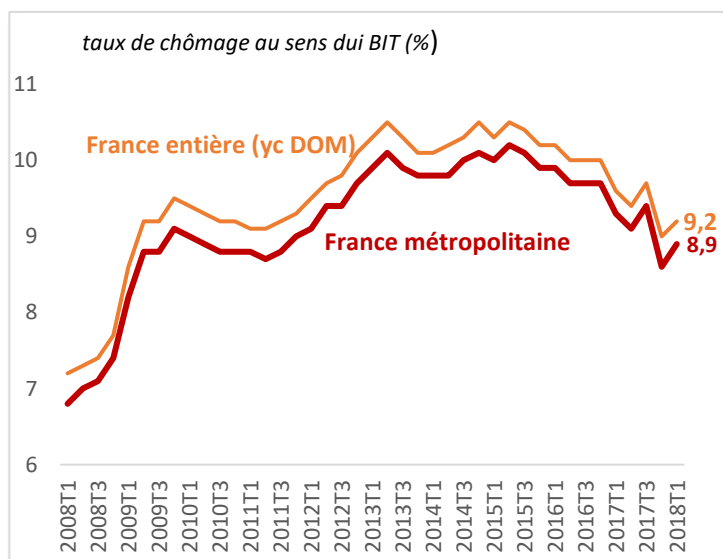
Cette remontée sur un trimestre du taux de chômage en France métropolitaine recouvrerait les évolutions suivantes :

- **par genre** : hausse du taux chômage chez les femmes (+0,6 point à 9,0%) et maintien chez les hommes (8,8%) ;

- **par tranche d'âge** : augmentation de +0,2 point pour les personnes âgées de moins de 25 ans et celles de plus de 50 ans ; hausse de +0,3 point pour les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 49 ans.

\* **Le taux de chômage de longue durée**, c'est-à-dire pour les personnes au chômage depuis un an ou plus, aurait diminué de -0,1 point (-0,5 point sur un an) à **3,6% de la population active**.

\* **Le halo autour du chômage** (personnes inactives souhaitant un emploi sans être comptées comme chômeurs au sens du BIT) représenterait **1,5 million de personnes**, en baisse de -22 000 par rapport à la fin d'année 2017 et de -12 000 sur un an.



Source : INSEE, enquête Emploi

\* **Le taux d'activité** (proportion d'actifs -occupés et chômeurs - dans la population des 15-64 ans) a progressé de **+0,2 point sur un trimestre pour s'établir à 72,2% de la population active**.

Cette hausse sur un trimestre concernerait plus les hommes que les femmes (respectivement +0,4 point et +0,2 point) et les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 49 ans. S'agissant des personnes âgées de plus de 50 ans, le taux d'activité a diminué de -0,1 point.

\* Dans le même temps, **le taux d'emploi** (proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler) **serait demeuré stable à 65,7%**. Il aurait augmenté chez les hommes (+0,1 point) et se serait maintenu chez les femmes. Il aurait progressé en particulier pour les personnes âgées entre 25 et 49 ans.

**Emploi, chômage et activité au sens du BIT en France métropolitaine dans la population\* de 15 à 64 ans**

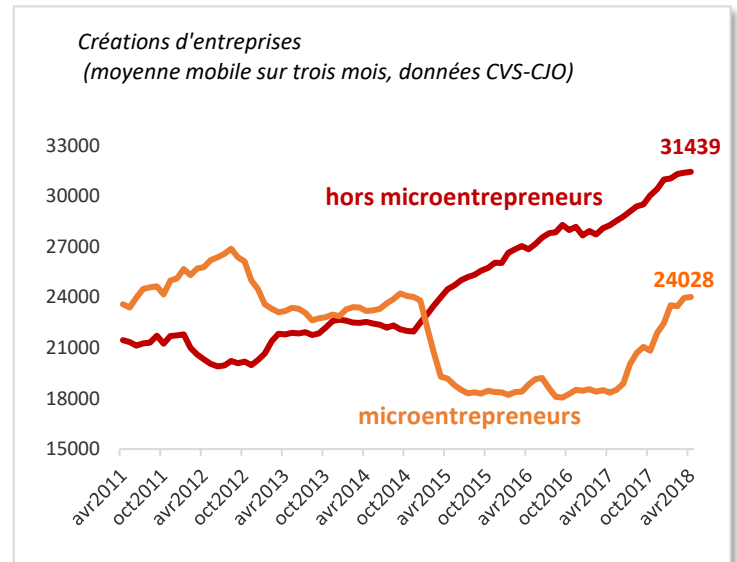
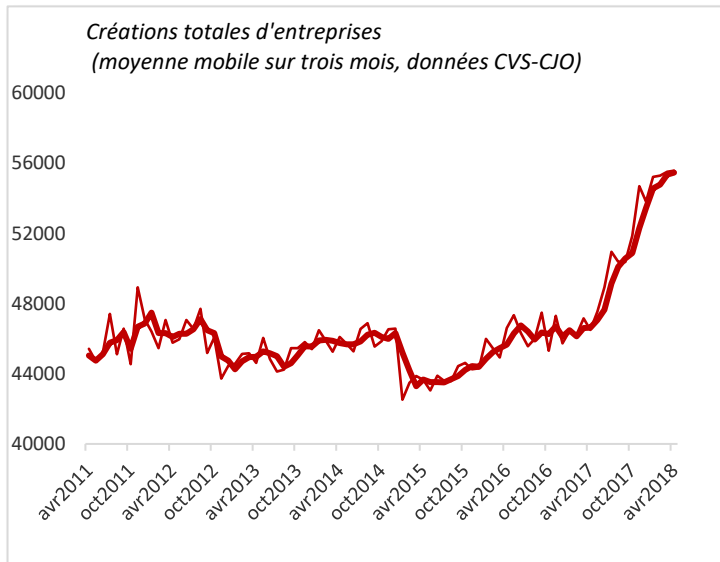
%	T1 2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017	T1 2018 (p)
<b>Personnes en emploi (= taux d'emploi)</b>	<b>64,7</b>	<b>65,4</b>	<b>65,1</b>	<b>65,7</b>	<b>65,7</b>
15-24 ans	28,6	28,9	29,1	29,9	29,,8
25-49 ans	80,2	80,9	80,6	81,0	81,0
50-64 ans	60,9	61,6	61,3	62,1	62,4
<i>dont : 55-64 ans</i>	50,8	51,5	51,1	52,2	52,3
Hommes	68,4	68,9	68,8	69,3	69,4
Femmes	61,3	61,9	61,5	62,2	62,2
<b>Personnes au chômage (= taux de chômage)</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>	<b>9,3</b>	<b>8,6</b>	<b>8,9</b>
15-24 ans	21,8	22,6	21,7	20,6	20,8
25-49 ans	8,6	8,4	8,9	8,0	8,3
50-64 ans	6,6	6,3	6,4	6,1	6,3
<i>dont : 55-64 ans</i>	-	-	-	-	-
Hommes	9,2	9,2	9,4	8,8	8,8
Femmes	9,3	9,0	9,3	8,4	9,0
<b>Personnes actives (= taux d'activité)</b>	<b>71,4</b>	<b>71,9</b>	<b>71,9</b>	<b>72,0</b>	<b>72,2</b>
15-24 ans	36,6	37,3	37,2	37,6	37,7
25-49 ans	87,8	88,3	88,4	88,0	88,4
50-64 ans	65,3	65,8	65,6	66,4	66,3
<i>dont : 55-64 ans</i>	54,5	54,8	54,6	55,7	55,6
Hommes	75,3	76,0	76,1	76,1	76,2
Femmes	67,6	68,0	67,9	68,0	68,4

Source : INSEE, \* population active pour le taux de chômage

## 2. Créations d'entreprises en mars 2018 : nouvelle hausse sur un mois (+0,5%), franche augmentation sur un an au premier trimestre (+17,0%)

\* **Les créations d'entreprises, tous types confondus, ont été quasi-stables en avril 2018 (+0,1% en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, après +0,4% en mars).** Les immatriculations de micro-entrepreneurs ont continué de progresser (+1,4% après +0,7%) tandis que les créations d'entreprises classiques ont reculé (-0,9% après +0,2%).

\* **Sur les trois derniers mois connus** (février, mars et avril), le nombre de créations d'entreprises en données brutes a progressé de +17,9% par rapport aux mêmes trois mois de l'année précédente. Cette progression recouvre une franche hausse des immatriculations de micro-entrepreneurs (+29,3%) et des créations d'entreprises individuelles (+25,5%). Les créations de sociétés ont en revanche légèrement reculé (-0,2%).



Source : INSEE

**Par grande famille d'activité**, toujours sur les trois derniers mois connus et en données brutes, on constate une accélération des créations d'entreprises dans tous les secteurs à l'exception des activités financières et d'assurance (-1,5%) :

- dans **l'industrie manufacturière**, les créations ont augmenté de +17,2% et constituent 3,8% du total des créations ;
- les créations d'entreprises dans **le secteur des activités immobilières** ont fortement progressé (+22,0%). Elles représentent près de 4,0% du total des créations ;
- dans le secteur du **soutien aux entreprises**, les créations ont progressé de +21,4% : ce secteur d'activité regroupe près d'une création d'entreprise sur quatre ;

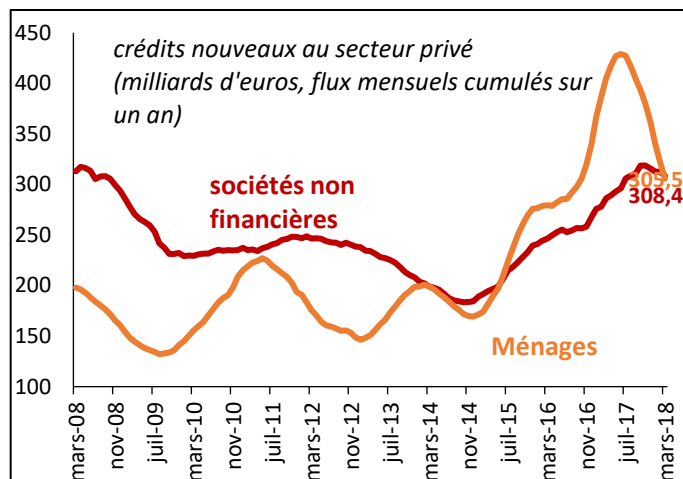
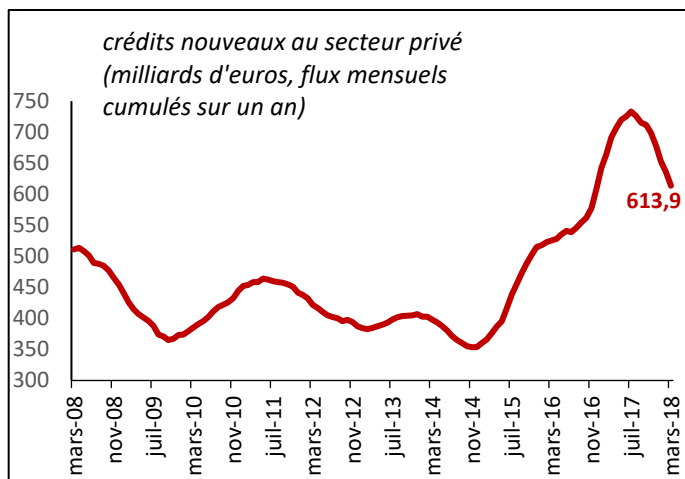
- les créations dans la **construction** ont accéléré par rapport à février (+11,2%) et continuent de représenter un peu plus de 10% des créations ;
- dans le secteur de **l'hébergement et restauration**, les créations sont demeurées contenues (+6,8%) et pèsent pour 5,1% du total.

\* Sur les douze derniers mois (mars 2017- avril 2018), **628 557 entreprises ont été créées** (en cumul), **soit +12,5% en glissement annuel**. Cet accroissement a été principalement porté par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+19,4%) qui ont constitué plus de 42,0% du total des créations et par les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs (+14,3%) qui ont représenté un peu plus d'une création sur quatre. Les créations de sociétés ont également augmenté mais dans une proportion moindre (+3,2%, une création sur trois).

### 3. Crédits nouveaux au secteur privé en mars 2018 : accentuation de la baisse (-11,3% sur un an) toujours sous l'effet du repli des crédits à l'habitat (-30,1%), tassement des crédits aux entreprises

\* Après être passé en territoire négatif pour la première fois depuis avril 2015 le mois dernier, **la production de crédits nouveaux au secteur privé** (flux mensuels cumulés sur un an) **s'est une nouvelle fois repliée en mars 2018** (baisse de -11,3% après -4,3%),

pour atteindre 613,9 milliards d'euros. Depuis le point haut atteint en juillet 2017, le montant des crédits nouveaux a diminué de près de 120 milliards d'euros.



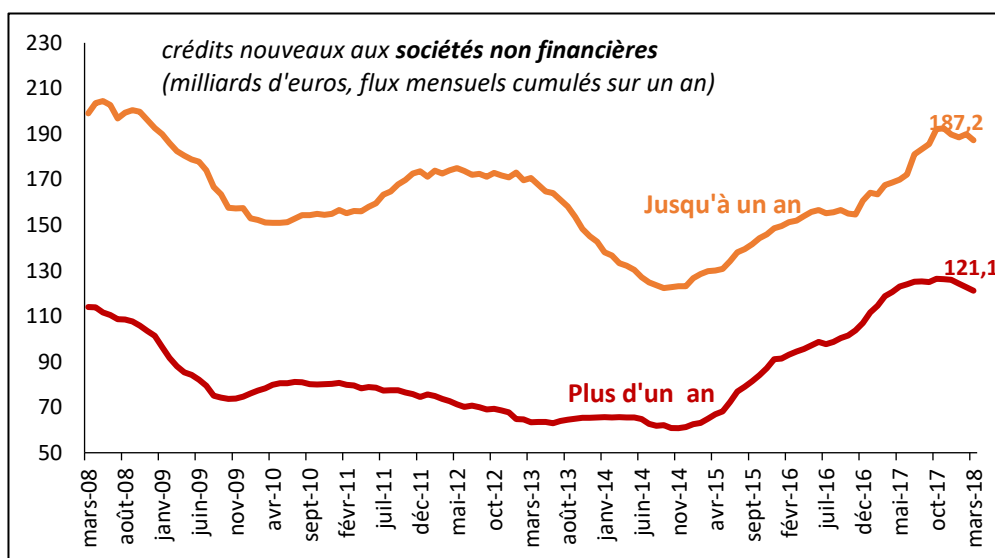
Source : Banque de France

\* Les **crédits nouveaux aux sociétés non financières** ont ralenti, ne progressant que de **+7,7%** entre mars 2017 et mars 2018 après +12,5% le mois précédent. La production nouvelle de crédits s'est élevée à 308,4 milliards d'euros demeurant ainsi proche des niveaux historiquement hauts **depuis juin 2006**.

La progression **des crédits nouveaux à plus d'un an**, c'est-à-dire pour une bonne part ceux destinés à

financer les projets d'investissement, a continué de se tasser (+2,0% soit sa hausse la moins soutenue depuis avril 2015 contre +7,2% en février) : ces crédits représentent 39,3% des crédits accordés par les banques aux sociétés non financières.

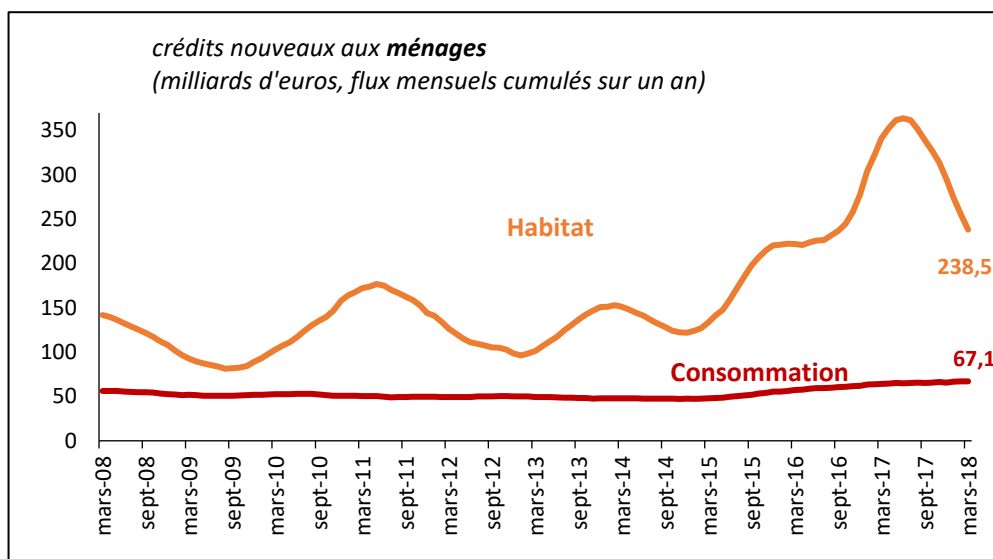
Le montant des **crédits jusqu'à un an** a ralenti pour le cinquième mois consécutif (+11,2% après +16,2% en février) pour atteindre 187,2 milliards d'euros.



Source : Banque de France

\* Pour le troisième mois consécutif, les **crédits nouveaux aux ménages** ont diminué (-24,6% après -16,4%) : cela n'était plus arrivé depuis avril 2015. Cette évolution s'explique par le repli de -30,1% de

la production nouvelle de **crédits à l'habitat** (78,0% du total des crédits accordés aux ménages) tandis que celle de **crédits à la consommation** est demeurée positive (+4,2%).



Source : Banque de France

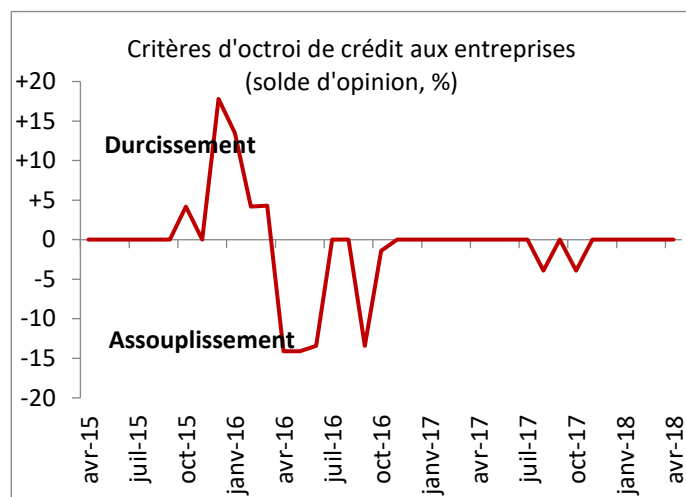
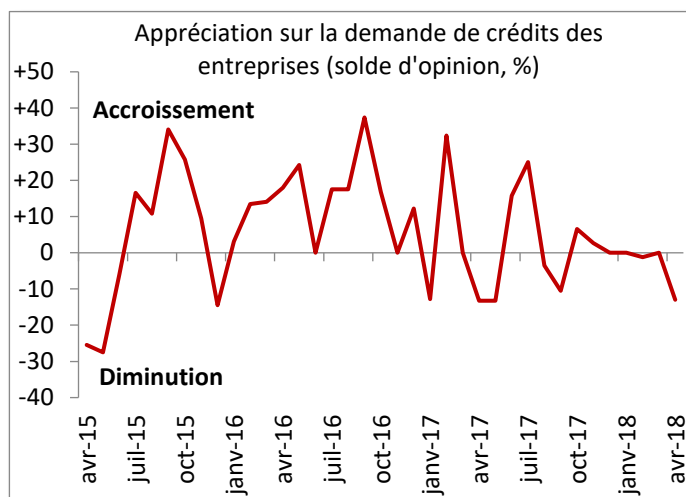
## 4. Enquête sur la distribution de crédits au secteur privé en avril 2018 : baisse de la demande des PME et grandes entreprises

\* La dernière enquête mensuelle de la Banque de France auprès des établissements de crédits suggère **une baisse de la demande de crédits des entreprises en avril 2018**.

Un peu plus de 12% des établissements de crédits interrogés ont indiqué que la demande de crédits des

PME avait diminué. S'agissant de la demande de crédits des grandes entreprises, elle a été perçue en baisse par quasiment 18% des banques interrogées.

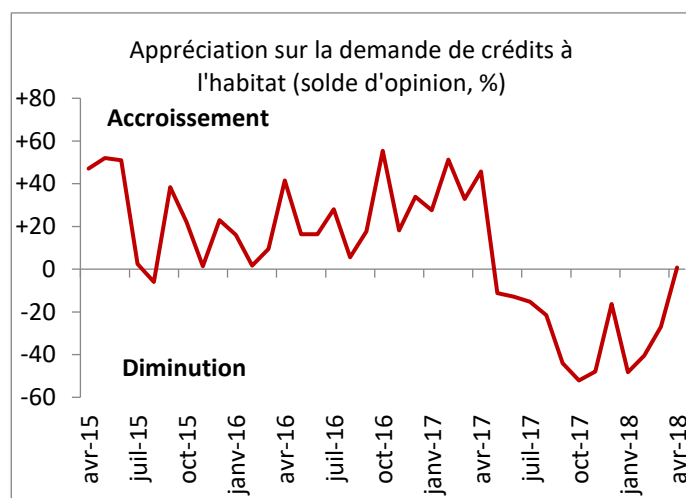
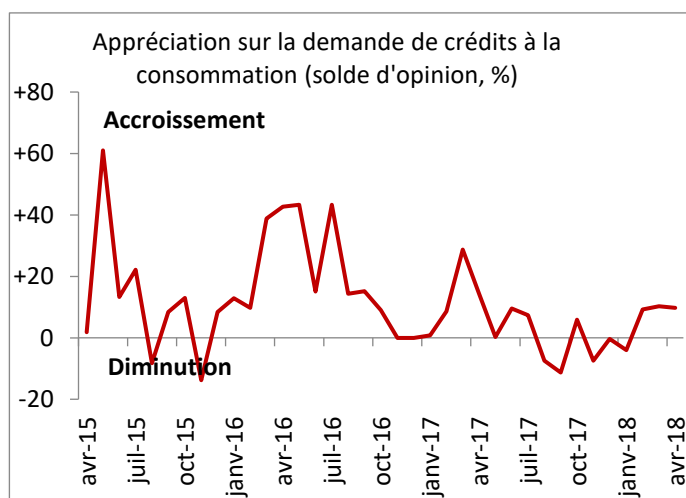
Simultanément, l'ensemble des établissements de crédits interrogés ont indiqué une stabilité des conditions d'octroi.



Source : Banque de France

\* S'agissant des ménages, **la demande de crédits à la consommation** a été perçue en hausse par environ 10% des banques interrogées. **La demande de crédits à l'habitat a été perçue stable** par l'ensemble des établissements interrogés, marquant ainsi une rupture avec les onze derniers mois où elle était perçue en baisse.

**Les conditions d'octroi de crédits aux ménages** se sont marginalement assouplies pour les crédits à la consommation (après vingt-sept mois consécutifs de stabilité) ainsi que pour les crédits à l'habitat (comme cela était déjà le cas lors des sept derniers mois).



Source : Banque de France

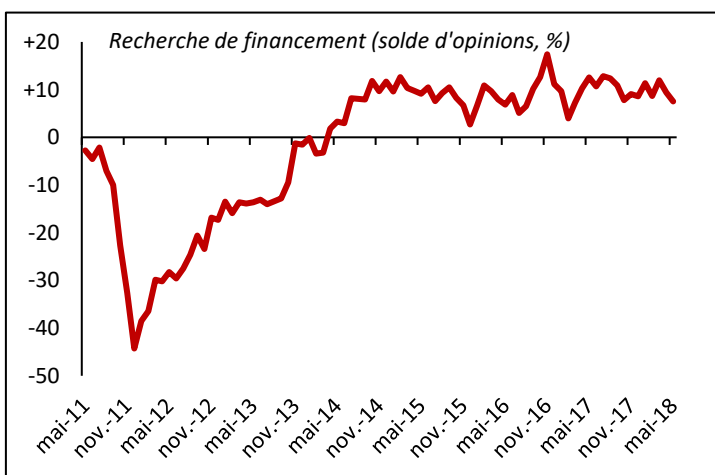
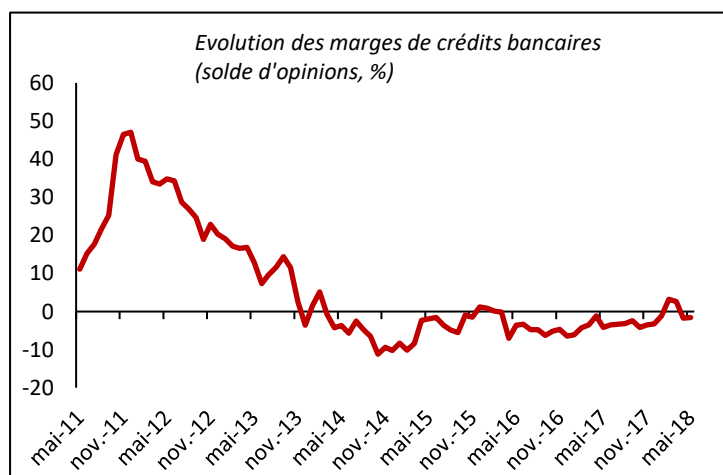
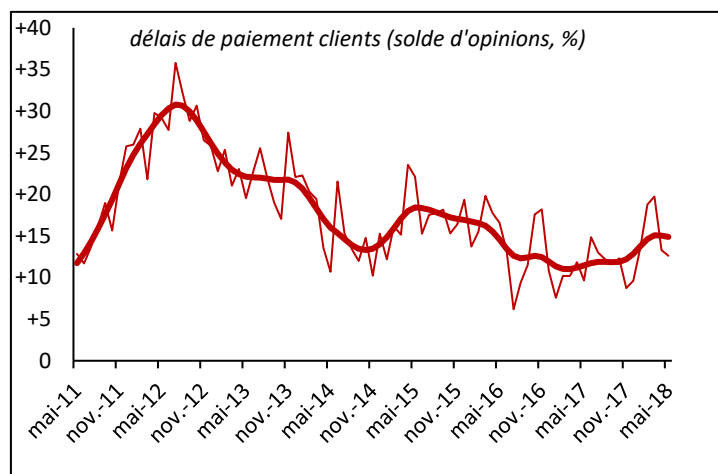
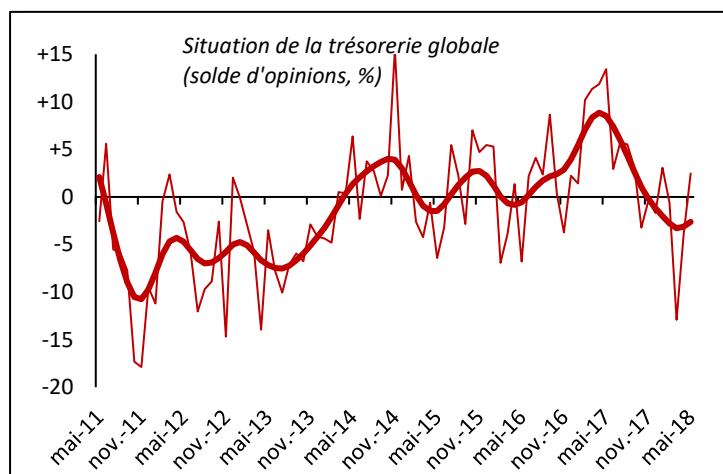
## 5. Financement des ETI et des grandes entreprises en mai 2018 : légère amélioration des trésoreries d'entreprises malgré l'influence négative de la hausse des cours du pétrole

La dernière enquête réalisée par *l'Association française des trésoriers d'entreprises (AFTE) et Coe-Rexecode* auprès des trésoriers d'entreprise (ETI d'au moins 500 salariés et grandes entreprises) témoigne des appréciations suivantes en **mai 2018** :

- s'agissant de la **trésorerie globale des entreprises**, après cinq mois consécutifs de perception plutôt négative, **le nombre de trésoriers qui estiment que la trésorerie globale de leur entreprise s'est améliorée serait légèrement supérieur à celui considérant qu'elle s'est dégradée**. Cette inversion qui « n'avait pas du tout été anticipée par les trésoriers » ne serait pas attribuable à l'évolution des variables exogènes que sont les prix des matières

premières et le change dont l'influence serait demeurée négative ;

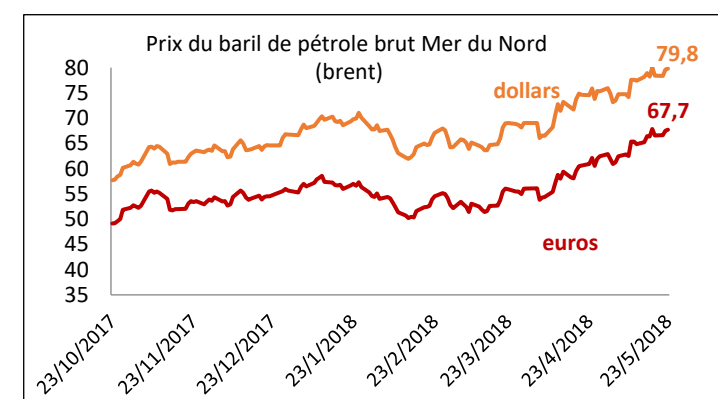
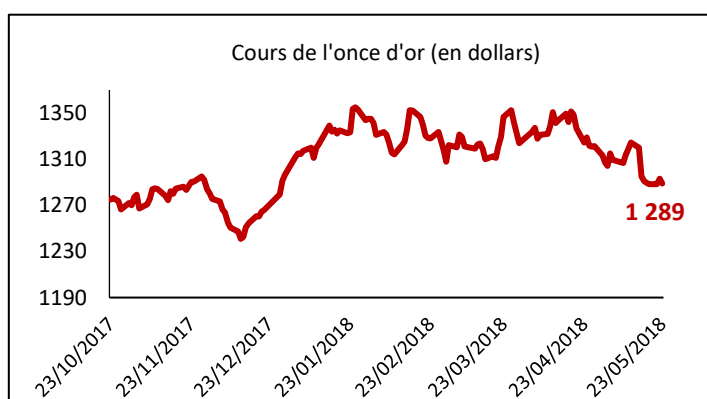
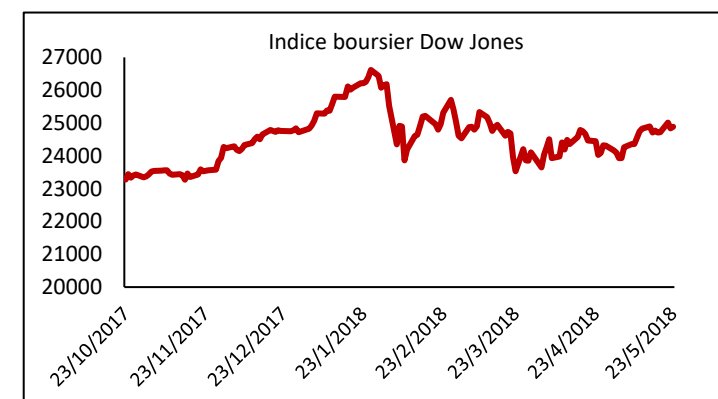
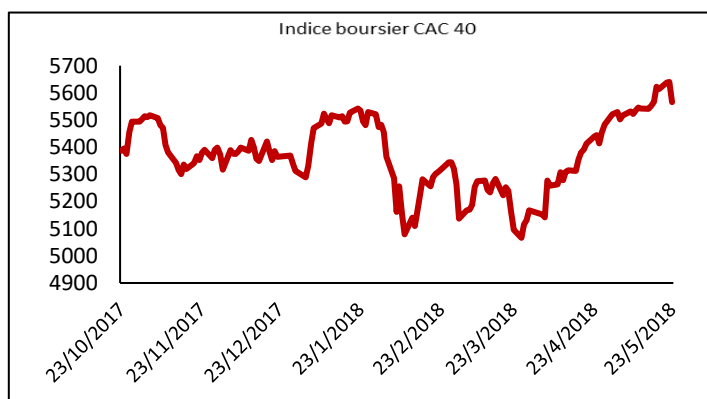
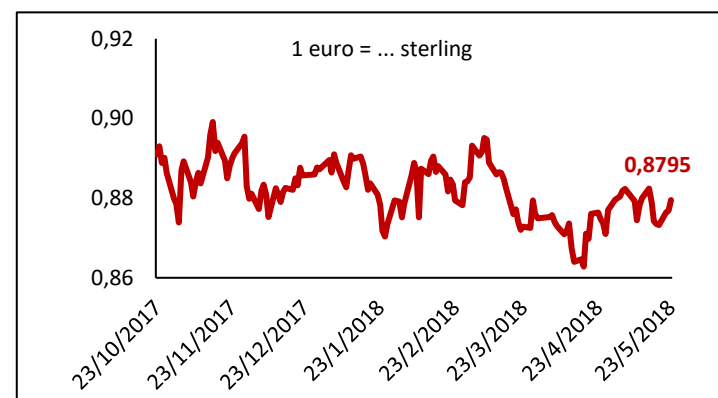
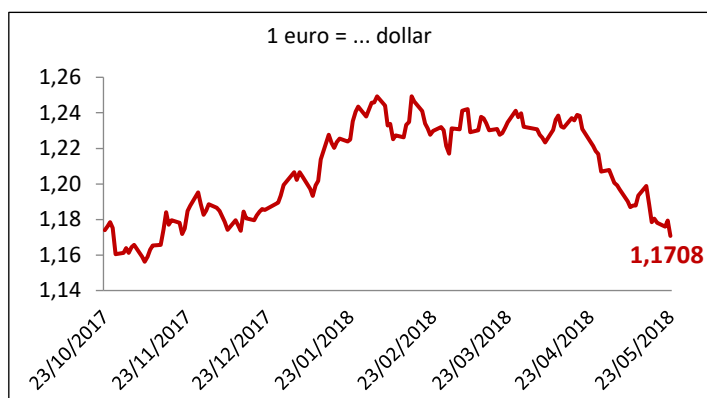
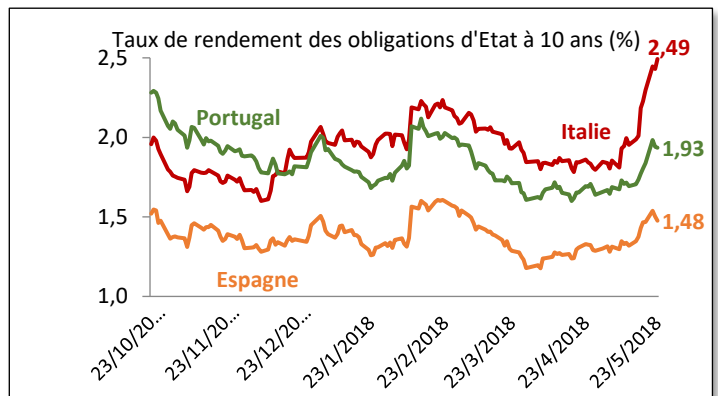
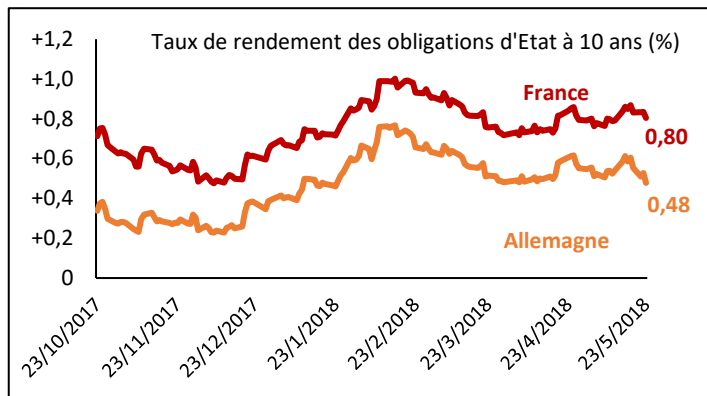
- les **délais de paiement des clients se seraient réduits pour le deuxième mois consécutif**. Cette baisse des délais « a pu exercer une influence positive sur les trésoreries » ;
- comme en avril, les opinions sur les **marges des crédits bancaires auraient légèrement reculé** après avoir un peu remonté en février et mars ;
- **le solde des opinions sur la recherche de financements se serait légèrement effrité** tout en demeurant très positif selon une majorité des trésoriers (cela depuis plus de trois ans).



Sources : AFTE et Coe-Rexecode



## 6. Tendance de la semaine sur les marchés : bond des taux italiens à 10 ans et baisse de l'euro sous l'effet de l'incertitude politique, pétrole proche des 80 dollars



Contact : [abenhamou@medef.fr](mailto:abenhamou@medef.fr)  
Rédaction achevée le 24 mai 2018